

Bulletin bibliographique 96 Juin 2016

Retraite Méthodologie

GIP Union Retraite - Deux grands projets au service des assurés.

In : Agirc/Arrco - *Les cahiers de la retraite complémentaire*, 23, 1^{er} trimestre 2016, 7 p.

Le contrat d'objectifs pluriannuels de simplification et de mutualisation de l'assurance vieillesse, conclu entre l'État et l'Union Retraite pour la période 2015-2018 prévoit la mise en œuvre de deux chantiers majeurs : d'une part, le Répertoire de gestion des carrières unique qui regroupera, pour chaque assuré, les informations relatives à sa carrière dans tous les régimes de retraite ; d'autre part, le portail commun inter-régimes, qui offrira au public en accès libre un large bouquet de services en ligne. Cet article propose un focus sur ces deux projets structurants.

<http://www.cahiers.laretraitecomplementaire.com/detail/actu/gip-union-retraite-deux-grands-projets-au-service-des-assures-101/>

Synthèse du colloque du COR - Les âges de départ à la retraite /NORTIER-RIBORDY Frédérique.

In : Agirc/Arrco - *Les cahiers de la retraite complémentaire*, 23, 1^{er} trimestre 2016, 2 p.

Cet article présente le colloque du Conseil d'orientation des retraites du 02/12/2015 consacré à l'âge de départ en retraite, ses évolutions et ses déterminants. Cette variable de pilotage du système de retraite en tant que déterminant du rapport entre nombre de retraités et nombre de cotisants a toujours été au cœur des débats dans les réformes engagées depuis 1993.

<http://www.cahiers.laretraitecomplementaire.com/detail/actu/synthese-du-colloque-du-cor-les-ages-de-depart-a-la-retraite-109/>

Retraite Indicateurs de retraite

Les Cessations anticipées d'activité en 2014 : une hausse limitée par une progression moindre des retraites anticipées /MARIONI Pierre/MERLIER Roselyne.

In : Dares - *Résultats*, 24, mai 2016, 10 p.

En 2014, 167 100 salariés ou anciens salariés du secteur privé ont bénéficié du dispositif de retraites anticipées. Avec 157 000 nouveaux bénéficiaires en 2014, les retraites anticipées pour carrière longue représentent 92% des entrées dans le dispositif public de cessation anticipée d'activité. L'âge moyen des nouveaux bénéficiaires est de 59,8 ans. 87% des nouveaux bénéficiaires ont 60 ans en 2014 ; ils étaient moins de 2% en 2004. En 2014, 33 000 personnes sont dispensées de recherche d'emploi. Le taux de sortie mensuel pour reprise d'emploi des 50 ans ou plus est de 1,6%. La fermeture de la DRE (dispense de recherche d'emploi), qui s'est étalée de 2009 à 2012, et la réforme des retraites de 2010, relevant l'âge de départ à la retraite, ont participé à la forte augmentation du nombre de demandeurs d'emploi seniors.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-024.pdf>

Zoom sur les retraites complémentaires versées à l'étranger, en 2014 /REBOUL Nathalie.

In : Agirc/Arrco - *Les cahiers de la retraite complémentaire*, 23, 1^{er} trimestre 2016, 2 p.

Chaque année, le Centre des liaisons européennes et internationales de Sécurité sociale (Cleiss) publie un rapport statistique décrivant notamment les transferts financiers de protection sociale réalisés de la France vers l'étranger. En 2014, les régimes Agirc et Arrco ont transféré vers soixante-dix pays un montant total de 1,73 milliard d'euros d'allocations de droit direct et pensions de réversion.

Les Retraités et les retraites : édition 2016 /Sous la Direction de Gwennaél Solard.

Paris : Drees (Panoramas), 2016, 182 p.

Fin 2014, 15,8 millions de personnes vivant en France ou à l'étranger, sont retraitées de droit direct d'au moins un régime français. Les effectifs de retraités sont toujours en hausse. Leur nombre a augmenté de 1,3%, à l'instar des trois années précédentes. Ils perçoivent, tous régimes confondus, une pension moyenne de 1 322 euros bruts mensuels, en hausse de 1,2% en euros courants par rapport à 2013. Cette nouvelle édition examine toutes les données statistiques de l'année 2014, en tenant compte des modifications législatives ou réglementaires survenues depuis la réforme des retraites de 2010. L'ouvrage se penche également sur les 554 100 allocataires du minimum vieillesse et sur les adhérents aux produits de retraite supplémentaire. Enfin, sont décrits les opinions, les souhaits des nouveaux pensionnés et les motivations de départ à la retraite.

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/recueils-ouvrages-et-rapports/recueils-annuels/panoramas-de-la-drees/article/les-retraites-et-les-retraites-edition-2016>

Travaux d'approfondissement sur les indicateurs en vue du rapport annuel de juin 2016 : séance du 13/04/2016, documents de travail.

Paris : COR, 2016, non paginé.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la préparation du rapport annuel de juin 2016. Tout d'abord, le dossier présente l'accord Agirc-Arrco du 30/10/2015 et évalue son impact sur le niveau des pensions et les comportements de départ à la retraite. Puis, il aborde les indicateurs d'équité, en particulier ceux de durée de carrière, et le calcul des taux de remplacement sur cas types, pour les salariés du privé (suite à l'accord Agirc-Arrco notamment) et pour les fonctionnaires. Est ensuite exposé un nouveau format des résultats, notamment financiers, selon les scénarios macroéconomiques du COR. Enfin, le COR revient sur la méthode d'élaboration des cibles de taux de chômage et de croissance de la productivité du travail à long terme dans le cadre de la préparation de l'exercice complet de projection, incluant l'ensemble des régimes de retraite obligatoires, qui servira de support à la publication du rapport annuel de juin 2016.

<http://www.cor-retraites.fr/article468.html>

Retraite
Analyses juridiques

Retraite « à la carte » - Coefficients majorants, coefficients de solidarité : quelles modalités d'application ? /NICOLAS Laurence.

In : Agirc/Arrco - Les cahiers de la retraite complémentaire, 23, 1^{er} trimestre 2016, 2 p.

Cet article fait le point sur les nouveaux coefficients : coefficients majorants, coefficients de solidarité, introduits par l'accord du 30/10/2015 destiné à assurer la pérennité de la retraite complémentaire : assurés concernés, définitions, aménagements à l'application.

<http://www.cahiers.laretraitecomplementaire.com/detail/actu/coefficients-majorants-coefficient-de-solidarite-quelles-modalites-dapplication-102/>

Versement pour la retraite au titre des années incomplètes et/ou des années d'études supérieures.

In : Liaisons sociales - Dossier pratique, 2016-74, 20/04/2016, 6 p.

Deux lois de 2014 étendent le dispositif de versement pour la retraite à certaines catégories d'assurés, tels que les apprentis ou les assistants maternels, en leur offrant la possibilité de cotiser à coût réduit. Quel est le dispositif ? Qui peut prétendre au versement pour la retraite ? Quelles sont les périodes concernées ? Quel est le coût des rachats ? Quel est l'impact du dispositif et quelles sont les modalités de la demande ? Autant de questions auxquelles cette synthèse répond.

Retraite En Europe et dans le monde

Grèce : l'insoutenable pesanteur de la dette /HUSSON Michel.

In : Ires - Chronique internationale, 153, mars 2016, 13 p.

Les plans d'ajustement imposés à la Grèce l'ont plongée dans une profonde récession, et y ont dégradé les conditions d'existence. Cette chronique est centrée sur la mise en œuvre du troisième « mémorandum », analysée à la lumière des travaux de la Commission pour la vérité sur la dette et des recommandations de diverses institutions. Elle fait le point sur la réforme des retraites autour de laquelle se cristallise aujourd'hui la confrontation entre le gouvernement grec et ses créanciers.

<http://www.ires-fr.org/images/files/Chronique/C153/C153-3.pdf>

The Health Implications of Social Pensions: Evidence from China's New Rural Pension Scheme (Conséquences sanitaires des pensions sociales : exemple du nouveau régime de retraite agricole en chine) /CHENG Lingguo/LIU Hong/ZHANG Ye,...

In : IZA Discussion paper, 9621, janvier 2016, 56 p.

Suite au lancement du nouveau régime de retraite agricole en Chine, les auteurs évaluent les conséquences de ce nouveau revenu sur la santé des personnes âgées. Les résultats révèlent qu'autant l'adhésion au régime que la perception d'une pension ont eu un effet bénéfique sur la santé physique, les fonctions cognitives et le bien-être psychologique des personnes âgées en milieu rural. La mortalité a également été réduite de 6% au bout d'une période de 3 ans. Les bénéficiaires améliorent leur apport nutritionnel, ont une meilleure accessibilité aux soins de santé, augmentent les soins informels et les activités de loisirs, et ont une perception meilleure de leur situation économique.

<http://ftp.iza.org/dp9621.pdf>

Will the Explosion of Student Debt Widen the Retirement Security Gap? (L'explosion de la dette étudiante va-t-elle aggraver la pauvreté financière au moment de la retraite ?) /HOU Wenliang/MUNNELL Alicia/WEBB Anthony.

In : Center for Retirement Research Issue in Brief, 16-2, février 2016, 6 p.

Aux Etats-Unis, en 2013, 55% des ménages âgés de 20-29 ans avaient une dette d'étudiant, d'un montant moyen de 31 000 \$. La question est de savoir si la dette étudiante - en réduisant la participation aux plans de retraite 401 (k) et en retardant l'acquisition de logements - a un impact significatif sur la préparation de la retraite. L'analyse utilise l'indice national de risque retraite (NRRI), qui mesure le taux de ménages en âge de travailler risquant une perte importante de revenus au moment de la retraite. Si les ménages NRRI avaient démarré avec les niveaux d'endettement des étudiants d'aujourd'hui, cet indice serait de 56,2% au lieu des 51,6% déjà alarmants. En fait, le coût des études devrait être bien plus largement pris en compte dans les politiques visant à améliorer la sécurité financière.

http://crr.bc.edu/wp-content/uploads/2016/01/IB_16-2.pdf

Annual Survey of Large pension Funds and Public Pension Reserve Funds: Report on Pension Funds' Long-term Investments 2015 (Enquête annuelle sur les grands fonds de pensions et les fonds de réserve des retraites publics : rapport sur les investissements de long terme des fonds de retraite 2015).

Paris : OCDE, 2016, 56 p.

L'enquête couvre 75 régimes de retraite, régimes à prestations définies et régimes à cotisations définies (fonds du secteur essentiellement public, mais aussi des fonds d'entreprise). Elle examine et compare le comportement d'investissement, les niveaux d'actifs et les performances des plus grands investisseurs institutionnels dans chaque région ou pays couverts et analyse plus en profondeur les tendances générales observées au niveau national. Cette enquête est fondée sur un questionnaire qualitatif et quantitatif envoyé directement aux grands fonds de pensions et aux fonds de réserve de retraite publics.

<http://www.oecd.org/daf/fin/private-pensions/2015-Large-Pension-Funds-Survey.pdf>

Pensions at a Glance 2015 : OECD and G20 indicators (Panorama des pensions 2015 : les indicateurs de l'OCDE et du G20).

Paris : OCDE, 2015, 374 p.

Cette dixième édition du Panorama des pensions passe en revue les réformes des systèmes de retraite entreprises dans les pays de l'OCDE et du G20 depuis deux ans. Deux chapitres spéciaux proposent une analyse plus approfondie des régimes du premier pilier et de l'impact des carrières courtes ou interrompues (en raison d'une entrée tardive sur le marché du travail, des soins aux enfants ou du chômage) sur les droits à retraite. Un autre chapitre montre également comment les taux de remplacement futurs sont sensibles à tout changement de paramètres. Une série d'indicateurs des politiques publiques menées en la matière ainsi qu'une description des régimes sont proposées pour l'ensemble des pays de l'OCDE et du G20.

<http://www.oecd.org/publications/oecd-pensions-at-a-glance-19991363.htm>

Protection sociale Financement

Rapport sur la lisibilité des prélèvements et l'architecture financière des régimes sociaux.

Paris : Haut conseil du financement de la protection sociale, 2015, 380 p.

Le rapport rend compte de l'ensemble des travaux réalisés par le Haut conseil du financement de la protection sociale, en réponse à la lettre de saisine adressée en octobre 2014 par le Premier ministre. Le Haut conseil dresse un état des lieux actualisé du financement de la protection sociale en France, intégrant l'impact des mesures d'allègement des cotisations sociales à la charge des employeurs et des travailleurs indépendants décidées dans le cadre du « pacte de responsabilité et de solidarité ». Il étudie ensuite la simplification et l'amélioration de la lisibilité du prélèvement social. Puis, il analyse le cadre juridique actuel pour les cotisations et contributions sociales et l'architecture financière des régimes de protection sociale. Il examine le recouvrement des prélèvements sociaux sur les revenus d'activité notamment le système de recouvrement des cotisations de retraite des régimes complémentaires Agirc et Arrco. Enfin, il présente les prévisions économiques et financières dans le domaine de la protection sociale et dans le champ des lois de financement de la sécurité sociale.

http://www.ladocumentationfrancaise.fr/docfra/rapport_telechargement/var/storage/rapports-publics/164000262.pdf

Protection sociale En Europe et dans le monde

Europe - Approches stratégiques pour renforcer la sécurité sociale : développements et tendances 2016.

Genève : AISS (Développements et tendances), 2016, 39 p.

Ce rapport analyse les développements et les tendances récemment observés dans le domaine de la sécurité sociale en Europe. Il identifie les défis auxquels sont confrontées les organisations de sécurité sociale, en particulier un chômage élevé, le vieillissement démographique, une migration de masse, des inégalités croissantes,... Le rapport décrit les principales tendances régionales en matière d'administration de la sécurité sociale comme garantir durablement l'adéquation des prestations et services.

<https://www.issa.int/fr/details?uuid=089a21b2-4a26-4227-b939-c50603379da7>

Minimum Income Schemes in Europe: a study of national policies 2015 (Les minima sociaux en Europe : étude des politiques publiques 2015) /FRAZER Hugh/MARLIER Eric.

Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2016, 58 p.

Ce rapport, qui porte sur 35 pays, a été établi par les experts indépendants du Réseau européen de la politique sociale (ESPN). Il éclaire et évalue la contribution des systèmes de revenu minimum à la prévention et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il étudie également dans quelle mesure ces systèmes de revenu minimum, combinés à d'autres prestations et services, sont efficaces pour l'insertion des bénéficiaires sur le marché du travail. Les experts formulent enfin des recommandations pour renforcer les systèmes de revenu minimum à travers l'Europe et réaliser une véritable Europe sociale.

<http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=15304&langId=en>

Marché du travail Emploi des seniors

Seniors, on vous veut (mais pas trop) /JARDINAUD Manuel.

In : *Liaisons sociales - Magazine*, 171, avril 2016, 8 p.

De 2003 à 2014, le taux d'emploi seniors est passé de 37% à 47%. Cette augmentation permet à la France de se rapprocher de la moyenne de l'Union européenne qui s'établit à 51,8%. Pourtant, dans un contexte de crise économique, les entreprises utilisent le dispositif de départs anticipés afin d'inciter les seniors à quitter expressément leur entreprise. Accords et plans d'actions n'y font rien, les directions des ressources humaines peinent à faire changer les mentalités.

Marché du travail Migrations et population active

Préparer la France à la mobilité internationale croissante des talents /GARCIA-PENALOSA Cécilia/WASMER Etienne.

In : *Les Notes du Conseil d'analyse économique*, 31, mai 2016, 12 p.

Les auteurs constatent une mobilité internationale croissante des personnes les plus diplômées ou qualifiées. Bien que les données disponibles soient limitées, ils posent un diagnostic sur ce qui pousse les personnes à s'expatrier, de France vers l'étranger mais également en sens inverse. Les auteurs analysent les freins à la mobilité et formulent également des recommandations afin d'adapter le système social et fiscal à ces mobilités grandissantes. Outre un meilleur financement de l'enseignement supérieur et l'accueil des talents étrangers, ils préconisent d'améliorer la portabilité des droits à retraite.

<http://www.cae-eco.fr/IMG/pdf/cae-note031v3.pdf>

Marché du travail Carrières et salaires

Les Salaires dans le secteur privé et les entreprises publiques en 2013 /BONZI Axelle.

In : *Insee Résultats - Société*, 181, avril 2016, non paginé.

Les salaires ont augmenté de 1,1% entre 2012 et 2013 en euros courants. Le salaire brut mensuel moyen est de 2 912 euros, soit 34 949 euros annuels en équivalent temps plein. Toutefois, des disparités de salaires existent, en raison des caractéristiques des salariés eux-mêmes (qualification, âge, sexe) mais également en raison de celles des entreprises, notamment leur secteur d'activité ou leur lieu d'implantation.

<http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/irweb.asp?id=irsocdads2013>

Marché du travail En Europe et dans le monde

Labor Market Reforms in Europe: Towards More Flexicure Labor Markets? (Les réformes du marché du travail en Europe : vers plus de flexicurité sur le marché du travail ?) /EICHHORST Werner/MARX Paul/WEHNER Caroline.

In : *IZA Discussion paper*, 9863, avril 2016, 30 p.

Les pays européens ont lancé une nouvelle vague de réformes du marché du travail à la suite de la crise 2008/2009 pour lutter contre notamment la segmentation du marché du travail. Les réformes concernent en particulier : la protection contre les licenciements et les restrictions sur les contrats à durée déterminée ; la générosité des prestations de chômage ; l'intensité des politiques du marché du travail. Cet article donne un aperçu des modèles de réforme et tente de déterminer dans quelle mesure ces réformes ont conduit à des marchés du travail plus ou moins dualisés en termes de protection contre le licenciement, de fourniture de prestations de chômage.

<http://ftp.iza.org/dp9863.pdf>

Old-Age Employment and Hours of Work Trends: Empirical Analysis for four European Countries (Emploi et durée du travail des travailleurs âgés : analyse empirique de quatre pays européens) /ALIAJ Arjeta/FLAWINNE Xavier/JOUSTEN Alain,...

In : IZA Discussion paper, 9819, mars 2016, 26 p.

Depuis deux décennies, développer l'accès à l'emploi des plus de cinquante ans est au programme de l'agenda européen. Les auteurs de cette étude analysent la situation observée en Belgique, en Allemagne, en France et aux Pays-Bas au cours de la période 1997-2011. Puis, sont étudiées les caractéristiques des différents emplois par tranche d'âge (50-54, 55-59, 60-64). Les résultats montrent que le taux d'emploi des travailleurs âgés a commencé à croître en 2001 et avec plus d'acuité après 2006.

<http://ftp.iza.org/dp9819.pdf>

Démographie

Aspects démographiques et économiques du vieillissement

Prise en charge des personnes âgées à l'horizon 2050-2060 /JOEL Marie-Eve/ROBINE Jean-Marie.

In : Cnav - Lettre d'information du GDR Longévité et vieillissements, 7, mai 2016, 7 p.

Ce numéro est consacré au thème de la dépendance :

- une chaire dépendance à l'Institut des politiques publiques sur l'évolution de la demande et de l'offre de prise en charge,
- financement de la création d'une chaire par la CNSA sur l'adaptation des réponses médico-sociales aux besoins des personnes en perte d'autonomie,
- création d'une chaire « Economie de la santé et vieillissement » dans le cadre du LIRAES à Paris Descartes,
- travaux de recherche sur la modélisation de la demande d'aide des personnes âgées dépendantes,
- travaux comparatifs au niveau européen sur la coordination et la décentralisation des dispositifs de soins de long terme.

<http://www.statistiques-recherches.cnav.fr/images/publications/lettre-info-gdr/GDR-Lettre-information-7.pdf>

Démographie

Bilan démographique en France

La Localisation géographique des immigrés : une forte concentration dans l'aire urbaine de Paris /BRUTEL Chantal.

In : Insee Première, 1591, avril 2016, 4 p.

Au 01/01/2012, la France compte 65,2 millions d'habitants dont 5,7 millions d'immigrés. Huit immigrés sur dix résident dans des grands pôles urbains. 38% des immigrés, soit 2,2 millions de personnes habitent à Paris où résident par ailleurs 17% des non-immigrés, soit 10,2 millions de personnes. La répartition territoriale de la population immigrée est le résultat de plusieurs vagues d'immigration, notamment vers le sud-ouest de la France et les zones urbanisées et industrialisées des années 1960 ; elle varie toutefois selon le pays de naissance.

<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1591/ip1591.pdf>

Généralités

L'Initiative du vivre mieux de l'OCDE : mesurer ce qui compte pour les citoyens et la société /DURAND Martine.

In : Futuribles, 412, mai-juin 2016, 20 p.

L'OCDE a lancé « l'initiative du vivre mieux » en 2011. Cette initiative propose un ensemble d'indicateurs qui mesure les onze différentes dimensions du bien-être, regroupées sous deux thématiques : conditions matérielles et qualité de vie. Par rapport aux autres pays de l'OCDE, la France affiche de bons résultats dans les domaines de l'équilibre vie professionnelle-vie privée, de l'engagement civique et de la santé. La France est dans la moyenne de l'OCDE en ce qui concerne la satisfaction de la vie, soit 6,6 sur une échelle de 1 à 10. Enfin, comme dans deux tiers des pays de l'OCDE, les jeunes Français, de 15 à 24 ans, sont beaucoup plus exposés au risque de chômage de longue durée.

L'Etat de l'économie 2016.

In : [Alternatives économiques, Hors-série 108, février 2016, 96 p.](#)

En 2016, l'économie devrait aller mieux. Le rythme de croissance de la zone euro devrait encore progresser, éloignant le mauvais souvenir de la stagnation. Mais cette croissance reste poussive et repose en bonne partie sur des ombres mouvantes, comme la chute spectaculaire des prix du pétrole et elle est freinée par le ralentissement asiatique. Ce numéro propose un état des lieux au travers d'articles, de synthèses et d'infographies. Les analyses sont complétées de bibliographies et d'un index.

Report on Equality Between Women and Men 2015 (Rapport sur l'égalité entre hommes et femmes, 2015).

Bruxelles : [Commission européenne \(Justice and consumers\), 2016, 64 p.](#)

La Commission européenne a adopté la Stratégie 2010-2015 pour l'égalité entre les femmes et les hommes pour guider son action depuis plusieurs années. Le rapport fait le point sur les réalisations de 2015 dans les six domaines prioritaires décrits dans la Stratégie. Il fournit également un point de référence sur le suivi et l'évaluation des développements futurs et présente des statistiques des États membres. Il énumère les points d'action clés qui restent valables pour les quatre prochaines années, avec des échéanciers et des indicateurs dans l'optique d'intégrer une perspective d'égalité des sexes dans toutes les politiques de l'Union européenne.

http://ec.europa.eu/justice/gender-equality/files/annual_reports/2016_annual_report_2015_web_en.pdf